

콩고 가이드라인 요약 안내서

목재합법성 인증서류		수입목재·목재제품의 합법벌채 판단 세부기준 고시 제4조		콩고 가이드라인 주요내용	비고
목재이용법률 제19조의3제2항					
제 1 호	원산국의 법령에 따라 발급된 벌채허가서	-	원산국의 법령에 따라 발급된 벌채허가서	-조림목 벌채허가(permis de coupe des bois de plantations) -연간벌채라이센스(annual harvest license) * [발급기관 : 산림경제국(Direction Departementale de l'Economie Forestiere : DDEF)]	첨부1~2
제 2 호	합법벌채된 목재 또는 목재제품을 인증하기 위하여 국제적으로 통용되는 것으로서 산림청장이 정하여 고시하는 서류	가	FSC에 의해 발급된 Forest Management Certification, Chain of Custody, Controlled Wood Certification	-FSC 인증서(2,625,003ha 인증)	
		나	PEFC에 의해 발급된 Forest Management Certification, Chain of Custody Certification		
		다	국가별로 PEFC와 상호 인정하여 등록된 것으로서 [별표]에 기재된 인증제도에 따라 발급된 인증서류		
		라	지속가능한 바이오매스의 이용을 위한 국제 인증체계(ISO17065 체계에 따른 제3자인증을 포함한다)에 따라 발급된 것으로서 목재가 합법적으로 벌채되었음을 확인 할 수 있는 서류		
제 3 호	우리나라와 원산국 양자 협의에 따라 상호 인정하는 것으로서 산림청장이 정하여 고시하는 서류	-	우리나라에서 운영하는 한국산림인증제도(Korea Forest Certification Council)와 상호 인정하는 수출국의 자체 산림인증제도에 따라 발급된 인증서류		
제 4 호	그 밖에 합법벌채되었음을 증명하는 것으로	가	유럽연합(Europeon Union)과의 산림법집행, 거버넌스 및 거래에 관한 자발적동반자		

호 서 산림청장이 정하여 고시하는 서류		협약(Forest Law Enforcement, Governance and Trade-Voluntary Partnership Agreement, FLEGT-VPA)에 근거하여 수출국이 구축한 관리체계에 따라 발급하는 인증서류		
	나	수출국의 법령에 따라 해당 목재 또는 목재제품이 합법벌채 되었음을 확인할 수 있는 수출허가서		
	다	수출국의 정부 또는 동 정부로부터 위임 받은 기관으로부터 해당 목재 또는 목재제품이 합법벌채 되었음을 확인하는 도장(서명)이 날인된 운송허가 또는 포장명세서 등의 확인서류	- 운송문서(feuille de route)	
	라	불법적으로 벌채된 목재의 교역제한을 위한 법령 및 제도를 운영하고 있는 수출국의 경우 별지 제1호 서식에 따라 수출업자가 작성하여 서명한 서류		
	마	우리나라와 수출국 간 양자 협의에 따라 목재의 지속가능성과 합법성을 입증할 수 있는 서류. 다만, 한국 산림청에서 요구하는 별지 제2호서식의 국가별 목재합법성 판단 표준가이드 템플릿에 해당서류의 발급 기관 및 서식이 표기되어 있어야 함		

MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
FORESTIERE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ECONOMIE
FORESTIERE DE LE LIKOUALA

SERVICE FORETS

N°001 /MEF/DGEF/DDEF-LIK/SF. 

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

**AUTORISATION DE COUPE ANNUELLE 2019 ACCORDEE A LA SOCIETE
CONGOLAISE INDUSTRIELLE DE BOIS DANS L'UFA
Loundougou-Toukoulaka (AAC₅ DE L'UFP₂)**

Le Directeur Départemental de l'Economie Forestière de la Likouala ;

- Vu la constitution ;
- Vu la loi n° 16-2000 du 20 novembre 2000, portant code forestier ;
- Vu la loi n° 14-2009 du 30 décembre 2009 modifiant certaines dispositions de la loi 16-2000 du 20 novembre 2000 portant code forestier ;
- Vu le décret n° 2002-437 du 31 décembre 2002 fixant les conditions de gestion et d'utilisation des forêts ;
- Vu l'arrêté n°4432/MDDEF/CAB du 24 mars 2011 portant création, définition des unités forestières d'aménagement du domaine forestier de la zone I Likouala, du secteur forestier nord et précisant les modalités de leur gestion et de leur exploitation ;
- Vu l'arrêté n°2694/MEFE/CAB du 24 mars 2006, fixant les volumes moyens exploitables des arbres des essences de bois d'œuvre ;
- Vu l'arrêté n°19570 du 10 novembre 2014 déterminant les catégories de bois produits au Congo ;
- Vu l'arrêté n°19571 du 10 novembre 2014, déterminant les zones fiscales de production de bois pour l'application des valeurs FOT ;
- Vu l'arrêté n°22717/MEFDD/MEFPPI du 19 décembre 2014, fixant les valeurs FOB, pour la détermination des valeurs FOT, pour le calcul de la taxe d'abattage des bois en grumes et de la taxe à l'exportation des bois ;
- Vu l'arrêté n°22718 du 31 décembre 2014, fixant le taux de la taxe à l'exportation des bois en grumes issus des forêts naturelles ;
- Vu l'arrêté n°22719 du 31 décembre 2014, fixant le taux de la taxe d'abattage des bois en grumes issus des forêts naturelles ;
- Vu l'arrêté n°23444/MEFDD/MEFPPI du 31 décembre 2014, fixant les valeurs FOT pour le calcul de la taxe d'abattage et de la taxe à l'exportation des bois ;
- Vu l'arrêté n°6380 du 31 décembre 2002 fixant la taxe de déboisement des

- forêts naturelles ;
- Vu l'arrêté n°6382 du 31 décembre 2002 fixant les modalités de calcul de la taxe de superficie ;
 - Vu l'arrêté n°5859/MEFPRH/DGEF/DF-SIAF du 13 novembre 2002, portant approbation de la convention d'aménagement et de transformation n°14, conclue entre le gouvernement et la république du Congo et la société Congolaise Industrielle des bois(CIB) pour la mise en valeur de l'unité forestière d'aménagement Loundoungou-Toukoulaka ;
 - Vu l'avenant n°4/MDDEFE/CAB du 08 juin 2012 à la convention d'aménagement et de transformation n°14/MEFPRH/CAB/DGEF/DF/SGF du 13 novembre 2002 ;
 - Vu la note de service n°000263/MEF/CAB/DGEF du 11 février 2009, autorisant jusqu'à nouvel ordre, dérogation aux dispositions de l'article 94 de la loi n° 16-2000 du 20 novembre 2000 portant code forestier, le paiement provisoire de la taxe d'abattage sur la production réalisée mensuellement à base des états de production ;
 - Vu la demande d'autorisation de la coupe annuelle 2019, formulée par la société Congolaise Industrielle des Bois(CIB) ;
 - Vu le rapport de mission présenté par les services techniques de la Direction Départementale de l'Economie Forestière de la Likouala ;

AUTORISE

Article 1^{er} : la société Congolaise Industrielle de Bois(CIB) à entreprendre les travaux d'exploitation forestière dans l'assiette annuelle de coupe numéro cinq(AAC₅) 2019 de l'UFP₂ d'une superficie de 9.223 ha, située dans l'UFA Loundoungou-Toukoulaka.

L'exploitation de cette assiette annuelle de coupe porte sur **8.035** pieds de bois divers pour un volume fût prévisionnel de **127.921 m³** qui correspond à une taxe d'abattage prévisionnelle de quatre-cent-cinquante-sept millions cinq-cent-un mille quatre-cent-soixante-trois(**459.054.413**) francs CFA.

Caractéristiques de l'AAC₅₋₂ 2019

Essences	Nombre de pieds	Volume Prévisionnel (m ³)	Taxe au m ³ (FCFA)	Taxe d'abattage prévisionnelle
Acajou	33	495	1.288	637.560
Angucuk	50	500	600	300.000
Aniégré	42	378	12.624	4.771.872
Ayous	612	11.934	3.319	39.608.946
Azobé	189	1.984,5	1630	3.234.735
Bilinga	214	2.782	600	1.669.200
Bossé cl	193	2.316	2.706	6.267.096
Doussié	58	725	9.815	5.562.925
Dibétou	24	288	600	172.800
Etimoé	50	500	600	300.000
Ebène	63	630	19.932	12.557.160

Fraké	179	1.790	600	1.074.000
Iatandza	76	760	600	456.000
Iroko	204	2.652	3.006	7.971.912
Kosipo	494	7.657	1.288	9.862.216
Koto	97	970	600	582.000
Limbali	100	1.000	3.006	3.006.000
Longhi Abam	30	270	600	162.000
Mambondé	68	680	1879	1.277.720
Mubala	24	240	600	144.000
Mukulungu	306	5814	2.220	12.907.080
Padouk	52	676	10.932	7.390.032
Pao rosa	06	60	9.657	579.420
Sapelli	3836	69048	3.846	265.558.608
Sipo	383	8043	5.814	46.762.002
Tali	453	4303,5	3.597	15.479.690
Tiama	44	572	1.643	939.796
Wengué	155	852,5	9.697	8.266.69 3
Total	8.035	127921	-	459.054.413

Article 2 : L'assiette annuelle de coupe (AAC₅₋₂) 2019 sur laquelle porte la présente autorisation est définie ainsi qu'il suit :

- Au Nord :

Par une droite (ancienne limite de l'AAC 2008) depuis le point A de coordonnées géographiques (N= 02° 23'02.4" ; E=017° 05'55.7"), en allant vers l'Est sur une distance d'environ 5.300 mètres jusqu'au point B de coordonnées géographiques (N= 02° 23'03.0" ; E=017° 08'47.4"). De ce point par les marécages d'un cours d'eau non dénommé jusqu'au point C de coordonnées géographiques (N= 02° 18'43.8" ; E=017° 13'32.0") ;

- A l'Est :

Par la parcelle b, en allant vers le sud sur une distance d'environ 1806 mètres jusqu'au point D de coordonnées géographiques (N= 02° 17'46.6" ; E=017° 13'31.5"), croisement avec le layon de base 64, puis par ce layon de base sur une distance d'environ de 250 mètre en allant vers l'Ouest jusqu'au point E de coordonnées géographiques (N= 02° 17'46.7" ; E=017° 13'23.5"). De ce point, par le layon de parcelle ab, azimuth plein sud sur une distance de 3000 mètres jusqu'au point F de coordonnées géographiques (N= 02° 16'14.6" ; E=017° 13'23.3"), croisement avec les marécages du cours d'eau Ilobi.

- Au Sud et à l'Ouest :

Par les marécages du cours d'eau Ilobi, partant du point F jusqu'au point G de coordonnées géographiques (N= 02° 19'25.0" ; E=017° 04'46.6"), croisement avec la limite Est de l'AAC 2018. De ce point, par cette limite en allant vers le Nord sur une distance de 623 mètres jusqu'au point A précédemment cité.

Article 3 : La taxe d'abattage est calculé sur le volume fût réalisé à base de l'état mensuel de production,

Article 4 : La société CIB doit fournir mensuellement à la Direction Départementale de l'Economie Forestière de la Likouala, un état de production au plus tard le 15 du mois suivant celui lequel l'état est produit.

Article 5 : 85% de la production de bois en grume seront transformés aux complexes industriels de Loundoungou et Pokola, et 15% seront destinés à l'exportation.

Article 6 : La société CIB demeure soumise aux dispositions de la législation et de la réglementation forestière en vigueur.

Article 7 : les services techniques de la Direction Départementale de l'Economie Forestière de la Likouala sont tenus de veiller à l'application stricte des présentes dispositions.

Article 8 : La présente autorisation de coupe annuelle 2019, qui prend effet à compter du 1^{er} janvier est valable jusqu'au 31 décembre 2019.

Fait à Impfondo, le 17/12/2018.

Ampliations :

MEF/CAB	1
DGEF	1
IGSEFDD	1
Préfecture	1
CIB	1
Archives	2/7

Le Directeur Départemental,


Michel IKAMA


MINISTRE DE L'ECONOMIE FORESTIERE

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
FORESTIERE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'ECONOMIE FORESTIERE
DE LA SANGHA

SERVICE DES FORETS 

N° 002 /MEF/DGEF/DDEFS-SF

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité* Travail* Progrès



**AUTORISATION DE COUPE ANNUELLE 2019 ACCORDEE A
LA SOCIETE CIB-OLAM, UFA – KABO (AAC 2019 DE L'UFP)**

Le Directeur Départemental de l'Économie Forestière de la Sangha,

Vu la constitution ;

Vu la loi n°16/2000 du 20 novembre 2000, portant code forestier ;

Vu la loi n°14-2009 du 30 décembre 2009 modifiant certaines dispositions de la loi 16-2000 du 20 novembre 2000 susvisée ;

Vu le décret n°2002-437 du 31 décembre 2002 fixant les conditions de gestion et d'utilisation des forêts ;

Vu le décret n°2017-409 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du Ministère de l'Économie Forestière;

Vu l'arrêté n°8233/MEFE/CAB du 05 octobre 2006 portant création, définition des unités forestières d'aménagement de la zone II Sangha du secteur forestier nord et précisant les modalités de leur gestion et de leur exploitation ;

Vu l'arrêté n°5857/MEFE/CAB/DGEF/DF-SGF du 13 novembre 2002, approuvant la convention d'aménagement et de transformation n° 13/MEFPRH/CAB/DGEF/DF - SGF, conclu entre le Gouvernement Congolais et la Congolaise Industrielle des Bois (CIB - KABO) ;

Vu l'arrêté n°6380 du 31 décembre 2002 fixant la taxe de déboisement des forêts naturelles ;

Vu l'arrêté n°6382 du 31 décembre 2002 fixant les modalités de calcul de la taxe de superficie ;

Vu l'arrêté n°22717 /MEFDD/MEFPPI du 19 Décembre 2014 fixant les valeurs Free on Board, FOB, pour la détermination des valeurs Free On Truck, FOT, pour le calcul de la taxe d'abattage des bois en grumes et de la taxe à l'exportation des bois;

Vu l'arrêté n°22718/MEFPPI/MEFDD du 19 Décembre 2014 fixant les taux de la taxe à l'exportation des bois en grumes issus des forêts naturelles ;
 Vu l'arrêté n°22719/MEFPPI/MEFDD du 19 Décembre 2014 fixant les taux de la taxe d'abattage en grumes issus des forêts naturelles ;
 Vu l'arrêté n°23444/MEFPPI/MEFDD du 31 Décembre 2014 fixant les valeurs FOT pour le calcul de la taxe d'abattage et de la taxe à l'exportation des bois ;
 Vu l'arrêté n°2694/MEFE/CAB du 24 mars 2006 fixant les volumes moyens exploitables des arbres des essences de bois d'œuvre ;
 Vu la lettre circulaire n°1093/MDDEF/DGEF - DF du 8 aout 2012, relative à l'exploitation des assiettes annuelles des coupes des UFP₂ et UFP₃ de l'UFA KABO ;
 Vu la lettre circulaire n°538/MEF/CAB/DGEF du 18 décembre 2017, relative à la prise en compte du taux de la taxe d'abattage du bois en grumes issue des forêts naturelles à 6% de la valeur FOT ;
 Vu le plan d'aménagement de l'UFA-KABO ;
 Vu le plan de gestion de l'UFA-KABO ;
 Vu la demande de coupe annuelle 2019, formulée par la société CIB-OLAM, UFA - KABO en date du 28 septembre 2018 ;
 Vu le rapport de mission d'expertise présenté par les services techniques de la direction départementale de l'économie forestière de la Sangha.

AUTORISE

Article 1^{er} : La Congolaise Industrielle des Bois (CIB-OLAM) à entreprendre les travaux d'exploitation forestière dans l'assiette annuelle de coupe 2019 de l'UFP₃ dans l'UFA-KABO, d'une superficie de 2640 hectares. L'exploitation porte sur 4118 pieds d'essences diverses pour un volume fûts prévisionnel de 67444,5 m³ et correspondant à la taxe d'abattage prévisionnelle de deux cent cinquante un millions cinq cent cinquante-neuf mille cent cinq (251.559.105) Francs CFA.

Tableau N° 1: caractéristiques de l'AAC 2019 de l'UFP₃

Essences	Nombre de pieds sollicités	Volume moyen/pied (m ³)	Volume total (m ³)	Taxe /m ³ (FCFA)	Taxe d'abattage prévisionnelle
Essences objectifs					
Acajou	45	15	675	1288	869400
Aniegré	19	9	171	12624	2158704
Ayous	110	19,5	2145	3319	7119255
Azobé	29	10,5	304,5	1630	496335
Bilinga	61	13	793	600	475800
Bossé clair	57	12	684	2706	1850904
Iroko	78	13	1014	3006	3048084
Koto	47	10	470	600	282000
Mukulungu	67	19	1273	2220	2826060

Sapelli	2594	18	46692	3846	179577432
Sipo	194	21	4074	5814	23686236
Sous total 1	3301	-	58295,5	-	222.390.210
Essences de promotion					
Angueuk	19	10	190	600	114000
Ebène	71	10	710	19932	14151720
Essessang	30	10	300	600	180000
Etimoé	23	10	230	600	138000
Dibétou	12	12	144	600	86400
Fraké	240	10	2400	600	1440000
Iatanza	33	10	330	600	198000
Kossipo	159	15.5	2464,5	1288	3174276
Mambonde	38	10	380	600	228000
Manilkara	03	10	30	600	18000
Padouk	30	13	390	10932	4263480
Tali	139	9,5	1320,5	3597	4749839
Tiama	20	13	260	1643	427180
Sous total 2	817	-	9149	-	29.168.895
Tota général	4118	-	67444,5	-	251.559.105

Article 2 : l'assiette annuelle de coupe (AAC 2019) de l'UFP₃ sur laquelle porte la présente autorisation est délimitée ainsi qu'il suit :

- **Au nord, à l'Ouest et au Sud :** par les marécages de la rivière Ndoki depuis le point A de coordonnées géographiques (678250 m E ; 240366 m N) jusqu'au point B de coordonnées géographiques : (680248 m E, 235737 m N), croisement avec le layon de parcelle WX4 à environ 262 m au Sud de la base 46.
- **A l'Est :** par le layon de parcelle WX4 en allant vers le nord sur une distance de 1263 m, partant du point B jusqu'au point C de coordonnées géographiques : (680175 m E, 237000 m N), croisement avec le layon de base 47. Du point C, par le layon de base 47, en allant vers l'Ouest sur une distance d'environ 1788 m jusqu'au point D de coordonnées géographiques : (678479 m E, 237000 m N), au point de celui-ci avec les marécages d'un cours d'eau non dénommé. Ensuite, par les marécages du cours d'eau non dénommé, jusqu'à son croisement avec le layon de parcelle ST4 au point E de coordonnées géographiques : (678250 m E, 238529 N). A partir de ce point, par le layon de parcelle ST4, en allant vers le nord sur une distance de 2085 m jusqu'au point A précédemment cité.

Article 3 : La taxe d'abattage se calcule sur la base du volume fûts réalisé par mois. Elle se réajuste chaque fin de trimestre.

Article 4 : La Congolaise Industrielle des Bois (CIB-OLAM), UFA KABO est tenue de fournir mensuellement à la Direction Départementale de l'Economie Forestière de

la Sangha, un état de production au plus tard le 15 du mois qui suit celui pour lequel celle-ci a été réalisée.

Article 5 : Les bois abattus doivent être enregistrés dans les carnets de chantier ouverts à cet effet par la Direction Départementale de l'Economie Forestière de la Sangha.

Article 6 : 85% de la production de bois en grumes soit 57.328 m³ seront transformés à la scierie de Pokola et 15% de la même production soit 10.116,7 m³ seront autorisés à l'exportation.

Article 7 : Le bois issu de l'éclairage route récupéré sur l'emprise des routes outre celui autorisé dans l'assiette annuelle de coupe, est destiné à la transformation locale.

Article 8 : les taxes forestières non payées à l'échéance convenue sont automatiquement pénalisées d'une augmentation de 3% par trimestre de retard.

Article 9 : La Congolaise Industrielle des Bois (CIB-OLAM), UFA KABO demeure soumise au respect des dispositions de la législation et de la réglementation forestières en vigueur.

Article 10 : Les services techniques de la Direction Départementale de l'Economie Forestière de la Sangha sont tenus de veiller à l'application stricte des présentes dispositions, en s'assurant que l'exploitation forestière s'effectue selon les normes réglementaires en vigueur.

Article 11 : La présente autorisation de coupe annuelle AAC 2019 qui prend effet à compter du 1^{er} janvier 2019 est valable jusqu'au 31 décembre 2019.

Fait à Ouesso, le 12 Décembre 2018

AMPLIATIONS :

MEF/ CAB :1
DGEF :1
IGSDDEF1
PREFECTURE/S1
BEF KABO1
CIB-OLAM KABO1
ARCHIVES: 2/8

Le Directeur Départemental de
l'Economie Forestière de la Sangha.



Joseph NZASSI
Joseph NZASSI.

콩고 공화국

합법성 개요

합법성 체재

콩고에서 주요 개발 라이선스의 부여는 산림 수자원부 장관령을 통해 입찰로 이루어집니다. 가장 최근 입찰(2015년 후반에 6건의 임대)은 <http://www.mefdd.cg/menu-haut/recrutement/>에 게시되었습니다.

개발 라이선스는 기업중에서도 **거래업체 라이선스**와 산림부가 발행한 유효 **라이선스**를 가진 회사에만 부여할 수 있습니다. 면허 소지자는 제한된 수량의 임산물을 수집할 권리가 있으며 개발 허가는 콩고 법률에 따라 설립된 회사에게만 부여됩니다. 따라서 콩고에서 벌채 활동을 수행하려는 외국 민간 기업은 콩고 법률에 따라 자회사를 설립해야 합니다. 또한 외국 자본을 보유한 벌채 회사는 콩고민에게 주식 자본을 개방해야 합니다.

콩고 법률에 따른 주요 개발/벌채 권한은 다음과 같습니다.

- 산림 운영자가 필수 관리 계획에 따라 산림 관리 부서로부터 연간 총 부여량을 수집할 수 있는 **산업 가공 계약(CTD)**. 이 허가를 보유한 회사는 원목을 자체 산업 가공 장치에서 가공해야 합니다. 이러한 운영 허가의 유효 기간은 15년을 초과할 수 없으며 갱신 가능합니다.
- **관리 및 가공 계약(CAT)**은 보유자가 관련 산림 경영 단위(FMU)의 개발 계획의 규정에 따라 상반기 운영을 수행해야 한다는 점을 제외하고는 산업 가공 계약과 동일합니다. 이 운영 허가는 25년을 초과할 수 없습니다. 수혜자가 의무를 이행하지 못하거나 수종이 부족하거나 공공의 이익으로 인한 경우를 제외하고는 무기한 갱신됩니다. 마지막 경우 국가는 손실분에 대하여 보유자에게 보상하여야 합니다.

위에서 언급한 허가 외에도 콩고 법률상 다음과 같은 개발 라이선스가 있습니다.

- 국유림 부지의 일부인 조림지에서 나무를 개발하는 것과 관련된 **조림목 벌채 허가**. 이 허가증의 유효기간은 벌채량에 따라 결정되며 6개월을 초과할 수 없습니다. 불가항력의 경우에만 연장될 수 있습니다.
- **특정 허가 (permis spéciaux-PS)**: 보유자가 기타 임산물을 특정 수량으로 특정 지역에서 상업적으로 이용할 권리가 있는 경우. 이 허가 보유자는 또한 상업적 목적으로 제한

된 수의 목재 중을 이용할 수 있는 권한이 있습니다. 특별 허가는 콩고민 개인, NGO 및 콩고 법률에 따라 설립된 협회에만 부여될 수 있습니다. 따라서 상업적 기업은 고려되지 않습니다. 특별 허가는 한 달 동안 유효하며 갱신할 수 없습니다.

개발 허가 소지자는 산림 관리 계획을 준비하여 임업부에서 승인을 받아야 합니다. 별채가 가능하도록 하기 위해 회사는 산림 경제국(DDEF)에 연간 별채 신청서 파일 (산림 조사서, 지도 등)을 준비하여 제출해야 합니다. 산림당국이 신청서를 확인하고 승인하면 **연간 별채 라이선스**가 부여됩니다.

연간 별채 라이선스를 받은 후에 목재를 별채할 수 있습니다. 별채한 나무는 **공식 현장 장부(carnet de chantier)**에 기록되며 여기에는 별채된 개별 원목의 세부 정보가 포함됩니다. 별채된 모든 원목은 지방 법원에 회사가 등록한 망치로 회사 식별표시, 해당 관세 지역 및 별채 번호가 포함되는 **트리 마크**를 넣습니다. 동일한 별채목에서 나오는 모든 원목에는 동일한 마크와 원목 번호가 있습니다. 숲에서 원목을 운반하기 위하여 원목 리스트를 포함한 **운송 문서(feuille de route)**가 준비되어 원목과 함께 제공됩니다. 원목 세부 사항은 작업장부와 일치해야 합니다.

원목의 제재소 가공은 임업부로부터 **라이선스**를 받아야 합니다. 가공 시설의 용량은 시설과 관련하여 회사가 임대한 연간 별채량을 초과 할 수 없습니다. **목재 출입고 등록사항**을 유지관리해야 하며 산림 경제국에서 확인합니다.

수출 기업은 임업부가 서면 승인하고 상무부가 발행한 **수출 신고서**를 받아야 합니다. 수출시 회사는 수출되는 모든 목재 제품의 종, 품질 및 수량을 자세히 설명하는 완성된 **사양서**를 첨부해야 합니다. SCPFE (The Service de Contrôle des produits forestiers a l'exportation)은 목재 및 목재 제품의 양적질적 점검을 담당하는 정부 기관입니다. www.scpfe.cg/index.htm. SCPFE는 **수출 증명서(AVE)**를 발행합니다. AVE는 신고된 제품 정보가 확인되었음을 인증하고 제품 수출을 승인합니다. AVE는 수출업자에 의해 콩고 세관으로 전송되며 수출세 징수를 위한 참조 문서 역할을 합니다. AVE 및 제품 사양은 수출 제품과 함께 제공됩니다.

산림 거버넌스

별채 법적 권리

세금 및 수수료

목재 별채 활동

제 3 자의 권리

무역 및 운송

주요 문서

아래에 나열된 주요 문서는 관련 법률을 기반으로 하며, 법적 근거를 입증하는 데 중요한 역할을 하는 것으로 간주됩니다. 적용가능한 법률의 전체 목록은 여기에서 확인할 수 있습니다. 산림법과 그 시행 규정은 계속 개정되고 있음을 알려드립니다. 2016년 말 이전에 새로운 산림법이 공포될 수 있습니다.

벌채

주요 문서:	거래 라이선스
법적 기관:	무역기관
설명:	회사의 합법적 국내 등록
주요 문서:	라이선스
법적 기관:	임업부
설명:	국가 임업 산업의 법적 기관이라는 증거
주요 문서:	연간 벌채 라이선스
법적 기관:	임업부
설명:	수량과 종을 지정하는 연간 벌채용 라이선스
주요 문서:	트리 마크
법적 기관:	지방 법원
설명:	지방 법원에 각인모양을 등록한 삼각형 벌채 망치. 등록 번호는 수자원 산림부에 전달됩니다.
주요 문서:	운송 경로
법적 기관:	
설명:	회사에서 작성하고 원목의 출발지와 목적지를 나타내는 원목 운송 문서
주요 문서:	원목 사양
법적 기관:	
설명:	회사에서 준비한 원목 목록. 원목에 사용된 고유 원목 번호를 포함하여 모든 원목의 기술 사양을 표시합니다.

가공 및 거래

주요 문서:	거래 라이선스
법적 기관:	무역기관
설명:	회사가 국내에 합법적으로 등록되어 있는지 여부

주요 문서:	라이선스
법적 기관:	임업부
설명:	국가의 임업 산업으로 합법적으로 등록된 증거
주요 문서:	생산 입력
법적 기관:	
설명:	원목 입고 등록
주요 문서:	원목 사양
법적 기관:	
설명:	제재목 등록
주요 문서:	수출 증명서 - AVE
법적 기관:	수출 임산물 관리국(SCPFE)
설명:	AVE는 신고된 제품 데이터가 확인되었음을 인증하고 제품 수출을 승인합니다.
주요 문서:	운송장
법적 기관:	
설명:	선하 증권, 운송 서류
주요 문서:	수출 라이선스
법적 기관:	상무부
설명:	ao 목재 제품의 수출에 필요.

금지사항 및 쿼터

콩고 법률 (2009년 12월 30일 법률 No.14-2009에 의해 개정된 산림법 제180조)은 국가의 목재 생산의 85% 이상이 국내에서 가공되어야 한다고 명시하고 있습니다. 이 15%를 초과하면 종별 품질에 따라 FOB 가격에 35%의 추가 요금이 지불됩니다. 또한, 본 조항 180조에 따라서, 목재의 85% 이상을 가공한 회사와 85%에 도달하지 않은 회사 간에 할당량을 이전할 수 있는 국내 쿼터 시장이 생성되었습니다. 이는 원목 생산의 85%를 가공하지 않은 회사는 콩고 법률을 준수하기 위해 누락된 할당량을 구매할 수 있음을 의미합니다.

CITES 및 보호종

CITES 첨부 II에 열거된 콩고 수종이 있습니다.

- 아프로모시아(Pericopsis elata). 이 CITES 목록은 원목, 제재목 및 베니어판에 적용됩니다. 콩고의 해당 종 부여량은 2015년 원목과 제재목 6309m³입니다.
- 아프리카 체리 (Prunus africana). 이 CITES 목록은 종자, 포자 및 꽃가루와 멸균 용기에 담긴 고체 또는 액체 배지로 시험관 내에서 얻은 묘목 또는 조직 배양을 제외한 모든 나무 부분 및 파생품에 적용됩니다.

합법 목재에 대한 국민 참여

콩고와 EU는 2008년 6월 자발적 파트너십 계약을 체결했습니다. 이 계약은 2010년 5월에 서명되었고 2013년 2월에 비준되었습니다. 비정부기구 편(Fern)은 리서치를 통해 콩고의 VPA 프로젝트에 직접 관여하는 시민 사회 그룹의 견해를 살펴보았습니다. 결과를 보면 VPA가 산림 거버넌스 이니셔티브에 시민 사회 조직의 역량과 참여를 향상시켰으며 VPA에 대한 참여를 통해 시민 사회 조직이 변화의 대리인이 될 수 있는 정치적 공간과 구조가 마련되었음을 보여줍니다.

제3자 인증

콩고 산림 지역 중 비교적 소규모 지역이 자발적 제도로 인증되었습니다. 지금까지 FSC FM 인증으로 2,625,003 헥타르를 관리하고 있고, 자연림, 농장 및 소규모 저강도 산림경영과 관련한 국가 FSC 표준(FSC-STD-RoC-01-2012)이 개발되었습니다. 추가 1,696,211 헥타르는 열대우림 연합의 법적준수인증(VLC)으로 인증되었습니다.

정보 출처

- 기사 : 콩고 공화국의 산림법 (2013 년 10 월)
- CITES 데이터베이스
- FSC 보고서 “사실 및 통계” - 2016 년 7 월
- 산림 경제와 지속가능 개발부(산림부): <http://www.mefdd.cg/accueil/>
- 목재관련 산림법 집행, 거버넌스 및 교역에 있어서 유럽 연합에 수출하는 파생 제품에 관하여 콩고-EU간 자발적 파트너십 계약(VPA)(2011)(FLEGT)
- www.apvflegtcongo.info/
- FLEGT VPA가 거버넌스를 개선합니까? - 브리핑 노트, NGO 편(FERN); www.fern.org/sites/fern.org/files/impactreportFINAL_LOWRES_0.pdf
- 거버넌스 개혁을 촉진하기 위한 업계의 자원 추출 모니터링, 법 집행 조사

www.rem.org.uk/Reports2.html

- WWF GFTN & TRAFFIC (2012) 임업 운영의 합법성 평가, 목재 가공 및 무역 부속서-콩고 공화국.
- 산림 합법성 연합 국가 프로필 - 콩고 공화국
- 열대우림연합(2015년 11월)
- www.cabemery.org/2013/10/14/forest-legislation-in-the-republic-of-the-congo/#.V1GA9CIJnIU

부패 인식 지수: 21

21%

국가 점수는 0(매우 부패)에서 100(매우 청렴)까지로 공공 부문 부패 인식 수준을 나타냅니다.

출처: 국제 투명성 기구(<http://www.transparency.org>)

목재 무역 포털은 ITTO(국제열대목재기관), STTC (유럽 지속가능 열대목재연합), FFEM (세계환경을 위한 프랑스펀드) 및 유럽 연합 (EU)의 재정 지원을 통해 만들어졌습니다.



(<http://www.itto.int>)



(<http://www.europeansttc.com>)



FONDS FRANÇAIS POUR
L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

(<https://www.ffem.fr/>)



(<http://europa.eu/>)

REPUBLIC OF THE CONGO

Legality Profile

LEGALITY FRAMEWORK

In Congo the allocation of the main exploitation licenses is done following an invitation to tender launched through an Order from the Minister for Water and Forests. The most recent calls for tender (6 concessions in late 2015) were published on <http://www.mefdd.cg/menu-haut/recrutement/> (<http://www.mefdd.cg/menu-haut/recrutement/>)

Exploitation licenses can only be allocated to companies with among others a valid **trader license** and a valid **license** of the department of Forestry. License holders have the right to collect limited quantities of forest products, and exploitation licenses are granted only to companies incorporated under the Congolese laws. Foreign private companies willing to carry out logging activities in Congo must, therefore, establish subsidiaries in accordance with Congolese law. Furthermore, logging companies with foreign capital shall open their share-capital to Congolese citizens.

The main exploitation / logging rights under Congolese law are:

- **Industrial processing agreements (convention de transformation industrielle - CTI)**, which gives forest operators the right to collect from Forest Management Units, annual quotas of species, based on a compulsory management plan. Companies holding this permit are required to process rough wood in an own industrial processing unit. The validity of these operation permits may not exceed 15 years and may be renewed.
- **Management and processing agreements (convention d'aménagement et de transformation - CAT)**, are identical to the agreements for industrial processing, except that the holders are required to carry out silvicultural operations as provided for in development plans of the concerned Forest Management Unit. The validity of these operations permits may not exceed 25 years. They are indefinitely renewed, except when the beneficiary fails to meet its obligations, species become scarce or due to any public interest grounds. In this last instance, the State shall compensate the holder for the loss suffered.

In addition to the above-mentioned permits the Congolese law knows also the following exploitation licenses:

- **Plantation timber harvesting permits (permis de coupe des bois de plantations)**, which concern the exploitation of trees from forest plantations, which are part of State-owned forest estate. The validity of these permits is determined according to the amount of trees to be collected and may not exceed six months. They may be extended only due to cases of force majeure.
- **Special permits (permis spéciaux - PS)**, where the holders have the right to commercially exploit accessory forest products in specified number and areas. These holders may also be authorized to exploit a limited number of timber species for commercial purposes. Special Permits may be granted only to Congolese individuals, NGOs and associations incorporated under Congolese laws which apply for them. Therefore, commercial companies are not concerned. Special permits are valid for a month and may not be renewed.

The exploitation license holders shall prepare forest management plans, which have to be approved by the department of Forestry. To be allowed to harvest, the company needs to prepare and submit an annual harvest application file (forest inventory, maps, etc.) to the Departmental Directorate of Forest Economy (Direction Départementale de l'Economie Forestière - DDEF). After verification and approval of this application file by the Forest Authority an **annual harvest license** is granted.

After receiving the annual harvest license the timber can be felled. The harvested trees are recorded in an official **worksite book (carnet de chantier)**, which includes the details of the individual harvested logs. All harvested logs are hammered with a **tree mark** registered by the company at the district court, and includes a company identifier, the tariff area and the felling

number. All the billets coming from the same harvested tree have the same marks, plus the billet number. **Transportation documents (feuille de route)**, including a log list, for the transport of the logs from the forest are prepared and accompany the logs. The log details need to be in correspondence with the worksite book.

For sawmill processing the logs need to have a **license** from the ministry of Forestry. The capacity of the processing facility cannot exceed the annual harvesting volume of the company's concession to which the facility is related. **Registers of incoming and outgoing timber** need to be maintained, and are checked by the DDEF.

Exporting companies need to obtain an **export declaration** issued by the Ministry of Commerce after written authorization by the Ministry of Forestry. When exporting the company needs to attach completed **specification sheets** detailing species, quality and quantity of all timber products exported

The **Service de Contrôle des produits forestiers a l'exportation (SCPFE)** is a government agency in charge of quantitative and qualitative checks of timber and timber products. www.scpfe.cg/index.htm (www.scpfe.cg/index.htm). SCPFE issues the **Attestation de Vérification Export (AVE)**. The AVE certifies that the declared product data has been checked and authorizes the exportation of the product. The AVE is transmitted to the Congolese Customs by the Exporter and serves as a reference document for the collection of the export tax. The AVE and the product specification accompany the exported product.

Forest governance

Legal rights to harvest

Taxes and fees

Timber harvesting activities

Third parties' rights

Trade and transport

KEY DOCUMENTS

The below listed key documents are based on the applicable legislation and are considered to play a key role in demonstrating legal origin. The full list of applicable legislation is accessible [here](#). Please note that the forest law and its implementing regulations are being revised. A new forest law may be promulgated before the end of 2016.

Harvesting

Key document:	Trading license
Legal Authority:	Trade Authority
Explanation:	Proper registration of the company in the country
Key document:	License
Legal Authority:	Ministry of Forestry
Explanation:	

Proof of legally establishment in the country's forestry industry

Key document: Annual harvest license

Legal Authority: Ministry of Forestry

Explanation: License for the annual harvest specifying volume and species

Key document: Tree mark

Legal Authority: District court

Explanation: Triangular logging hammer whose imprint is lodged at the district court. The registration number is communicated to the Department of water and forests.

Key document: Borderau de route

Legal Authority:

Explanation: Log transport document which is prepared by the company and identifies the origin and destination of the logs.

Key document: Specification grumes

Legal Authority:

Explanation: Log list prepared by the company, which identifies the technical specification of all logs, including the unique log numbers as used on the logs.

Processing and Trade

Key document: Trading license

Legal Authority: Trade Authority

Explanation: Proper registration of the company in the country

Key document: License

Legal Authority: Ministry of Forestry

Explanation: Proof of legally establishment in the country's forestry industry

Key document: Entrée production

Legal Authority:

Explanation: Register of incoming logs

Key document: Specification Débités

Legal Authority:

Explanation: Register of sawn timber

Key document: Attestation de Vérification Export - AVE

Legal Authority: Service de Contrôle des produits forestiers a l'exportation (SCPFE)

Explanation: The AVE certifies that the declared product data has been checked and authorizes the exportation of the product.

Key document: Lettre de voiture, connaissance

Legal Authority:

Explanation: Bill of lading, transport document

Key document: Export license

Legal Authority: Ministry of Commerce

Explanation: Required for exports of a.o. wood products

BANS AND QUOTA

Congolese legislation (article 180 of the Forest Code, amended by Law No. 14-2009 of 30 December 2009) states that at least 85% of the timber production in the country needs to be processed in the country. Exceeding this limit of 15% shall result in payment of a 35% surcharge on the FOB value, as per specie quality.

Moreover, this article 180 creates a national market of quotas allowing transfer of quotas between companies which have processed more than 85% of timber and companies which have not reached 85% of production. This would imply that companies, which have not processed 85% of their rough timber production, may buy the missing quotas to comply with the Congolese legislation.

CITES AND PROTECTED SPECIES

There are some tree species listed on CITES Appendix II from Congo;

- **Afromosia** (*Pericopsis elata*). This CITES listing applies to logs, sawn wood and veneer sheets. Congo has a quota for this species of 6309 m³ of logs and sawn wood in 2015.

- **African cherry** (*Prunus africana*). This CITES listing applies to all parts and derivatives except: seeds, spores and pollen; seedling or tissue cultures obtained in vitro, in solid or liquid media, transported in sterile containers.

NATIONAL ACTION ON TIMBER LEGALITY

Congo and the EU entered into negotiations for a voluntary partnership agreement in June 2008. The Agreement was signed in May 2010, and ratified in February 2013. Research undertaken by the NGO Fern collated the views of civil society groups who are directly involved in VPA projects in Congo. The results show that VPAs have enhanced the capacity and participation of civil society organisations in forest governance initiatives, and that VPA actions have provided the political space and structures that enable civil society organisations to be agents for change.

THIRD PARTY CERTIFICATION

A relatively small part of the Congolese forest area has been certified under a voluntary scheme. Thus far 2,625,003 hectares are covered by a FSC FM certificate, and a national FSC standard (FSC-STD-RoC-01-2012) has been developed covering natural forests, plantations and Small and Low Intensity Managed Forest. An additional 1,696,211 hectares are certified against Rainforest Alliance's standard for Verification of Legal Compliance (VLC).

SOURCES OF INFORMATION

- Article: Forest Legislation in the Republic of Congo (www.cabemery.org/2013/10/14/forest-legislation-in-the-republic-of-the-congo/#.VjyBMmeFP4h)(October 2013)
- CITES database (www.speciesplus.net/)
- FSC report "Facts & Figures" (<https://ic.fsc.org/en/facts-figures>) – July 2016
- Ministère de l'économie forestière et du développement Durable (Forest Ministry): <http://www.mefdd.cg/accueil/> (<http://www.mefdd.cg/accueil/>)
- Congo – EU (2011) Voluntary Partnership Agreement between the European Union and the Republic of the Congo on forest law enforcement, governance and trade in timber and derived products to the European Union (FLEGT) ([eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:22011A0406\(03\)&from=EN](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:22011A0406(03)&from=EN))
- www.apvflegtcongo.info/ (www.apvflegtcongo.info/)
- Do FLEGT VPA's improve governance? – briefing note FERN ; www.fern.org/sites/fern.org/files/impactreportFINAL_LOWRES_0.pdf (www.fern.org/sites/fern.org/files/impactreportFINAL_LOWRES_0.pdf)
- Resource Extraction Monitoring, Investigating law enforcement in the field to spark governance reform www.rem.org.uk/Reports2.html (www.rem.org.uk/Reports2.html)
- WWF GFTN & TRAFFIC (2012) Framework for Assessing Legality of Forestry Operations, Timber Processing and Trade Annex - Republic of Congo (http://awsassets.panda.org/downloads/national_legality_framework_final_congo.pdf).
- Forest Legality Alliance country profile – Republic of Congo (www.forestlegality.org/risk-tool/country/republic-congo).
- Rainforest Alliance (www.rainforest-alliance.org/forestry/verification/legal)(November 2015)
- www.cabemery.org/2013/10/14/forest-legislation-in-the-republic-of-the-congo/#.V1GA9CIJnIU (www.cabemery.org/2013/10/14/forest-legislation-in-the-republic-of-the-congo/#.V1GA9CIJnIU)

First published: 21 July 2016

Last updated: 28 September 2018

Corruption perception index: 21

21%

A country's score indicates the perceived level of public sector corruption on a scale of 0 (highly corrupt) to 100 (very clean).

Source: Transparency International (<http://www.transparency.org>)

The Timber Trade Portal is made possible with financial support from: The International Tropical Timber Organization (ITTO), European Sustainable Tropical Timber Coalition (STTC), French Fund for the World Environment (FFEM), and the European Union (EU).



(<http://www.itto.int>)



(<http://www.europeansttc.com>)



FONDS FRANÇAIS POUR
L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

(<https://www.ffem.fr/>)



(<http://europa.eu/>)